

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



**CONJONCTURE ECONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Avril 2003

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| APERÇU GENERAL..... | 1 |
| I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL..... | 2 |
| II – CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L’UNION..... | 4 |
| II-1 - Activité agricole..... | 4 |
| II-2 - Activité industrielle..... | 5 |
| II-3 - Prix à la consommation..... | 7 |
| II-4 - Finances publiques | 9 |
| II-5 - Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire..... | 11 |
| II-5-1 - <i>Situation monétaire</i> | 11 |
| II-5-2 - <i>Opérations sur le marché interbancaire</i> | 15 |
| II-6 - Evolution du marché financier..... | 16 |
| II-7 - Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation de ressources extérieures..... | 17 |
| III- LISTE DES ANNEXES..... | 18 |

APERÇU GENERAL

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2003, la croissance de **l'économie mondiale** est demeurée fortement tributaire des conséquences des incertitudes nées des tensions géopolitiques et des inquiétudes induites par l'épidémie de pneumonie atypique.

Les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine n'ont pas encore absorbé les effets négatifs de la crise ivoirienne et continuent de subir les contre-coups de la hausse des prix du pétrole survenue les mois précédents et de l'impact de l'appréciation de la monnaie ancre vis-à-vis du dollar. En outre, l'activité économique se ressent du déficit des productions agricoles observé lors de la campagne 2002/2003. L'inflation est ressortie, en variation mensuelle, à 0,2% en avril 2003 et à 1,8% en glissement annuel.

La *situation monétaire* a été caractérisée au 30 avril 2003 par un renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires et une baisse du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Sur le *marché financier*, l'indice BRVM₁₀ et l'indice composite sont en hausse de 0,9% et de 2,1%, passant respectivement de 76,69 à 77,41 points et de 67,33 à 68,72 points.

Les *ressources mobilisées par les Etats membres* de l'Union auprès du FMI en appui aux programmes économiques et financiers se sont chiffrées, sur la période sous revue, à 10,8 millions de DTS équivalant à 9,0 milliards de FCFA, soit 10,0% des montants en DTS attendus pour l'année 2003.

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale est demeurée confrontée à un contexte particulier, caractérisé par un climat de guerre au Moyen-Orient et les inquiétudes induites par l'épidémie de pneumonie atypique. Les données disponibles laissent apparaître une morosité de l'activité économique dans la plupart des régions, une remontée du chômage dans les pays industrialisés et un net ralentissement de l'expansion du commerce mondial, en liaison avec l'accentuation des risques.

Ce contexte de guerre a justifié, dans nombre de pays industrialisés, le maintien d'une orientation de politiques monétaires favorable à la relance de la croissance.

Les tensions géopolitiques et les incertitudes sur les perspectives économiques ont accentué les fluctuations des cours des monnaies sur les marchés des changes.

Aux **Etats-Unis**, le produit intérieur brut a progressé de 1,4% au premier trimestre 2003 après une hausse de 1,3% au trimestre précédent, en raison notamment de la bonne tenue de la demande intérieure. La consommation des ménages a connu une hausse de 1,4% après 1,7% au trimestre précédent. L'indice de la production industrielle s'est inscrit également en hausse de 0,1% après la baisse de 0,4% accusée au quatrième trimestre 2002. Dans la **zone euro**, le produit intérieur brut a augmenté de 0,9% en glissement annuel au premier trimestre 2003, soutenu par la production industrielle qui a affiché une hausse de 0,5% en moyenne, après une baisse de 0,3% au cours du quatrième trimestre 2002. **Au Japon**, la croissance du produit intérieur brut a été de 0,3% au premier trimestre 2003 après 0,5% au trimestre précédent, en liaison avec le ralentissement des exportations et la faiblesse de la consommation des ménages. **Au Royaume-Uni**, le taux de croissance s'est établi à 2,1% au premier trimestre 2003, en accélération par rapport aux réalisations de 0,4% enregistrées au quatrième trimestre 2002.

L'évolution des prix a été caractérisée par la persistance dans la plupart des pays industrialisés de pressions inflationnistes résultant de la diffusion au reste de l'économie de l'augmentation du coût du carburant consécutive à la forte remontée des prix du pétrole observée les mois précédents. Ainsi, **aux Etats-Unis**, la variation du niveau général des prix s'est établie, en glissement annuel, à 2,2% en avril contre 3,0% en mars 2003, sous l'effet du renchérissement des cours mondiaux du pétrole et de la dépréciation du dollar. Dans la **zone euro**, l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est accru de 2,1% contre un seuil de 2,0% fixé par la BCE. Ce niveau reflète l'incidence de la forte demande dans le secteur de l'immobilier et les tensions observées sur les marchés pétroliers. **Au Royaume-Uni**, la dépréciation de la livre et la hausse des prix de l'énergie se sont reflétées sur le niveau des prix de détail ressortis à 3,0%. **Au Japon**, la tendance à la déflation s'est consolidée, du fait de la faiblesse de la demande intérieure. Les prix à la consommation ont baissé de 0,4% contre 0,2% au mois précédent.

Au plan de la politique monétaire, la Réserve fédérale n'a pas modifié ses taux d'intérêt durant le mois sous revue. Le taux des fed funds et le taux d'escompte ont été maintenus respectivement à 1,5% et 1,0%. Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt à trois mois se sont tendus, passant en moyenne de 1,22% en mars à 1,24% en avril 2003. Sur les marchés obligataires, les rendements moyens des emprunts publics à 10 ans ont cru de 16 points de base à 3,98% en avril 2003. Au sein de **la zone euro**, la Banque Centrale Européenne a laissé inchangés le taux de refinancement, le taux de dépôt et le taux des prêts marginaux respectivement à 2,50%, 1,50% et 3,50%. Sur le marché monétaire, l'EONIA, moyenne des taux au jour le jour du marché interbancaire, a baissé de 19 points de base à 2,56% en mars 2003. L'Euribor à trois mois est resté inchangé à 2,53% d'un mois à l'autre, tandis que les rendements des emprunts publics à dix ans ont augmenté de 10 points de base à 4,23% durant la période sous revue. **Au Japon**, le niveau proche de zéro (0,01%) du taux d'escompte ne permettant plus de baisse, la Banque Centrale s'est limitée à une injection de liquidités, pour soutenir le redressement de l'économie. Pour sa part, la Banque d'Angleterre a laissé son taux d'intervention inchangé à 3,75%.

Sur le marché des changes, le dollar a poursuivi sa dépréciation induite par les craintes suscitées par l'ampleur du déficit courant extérieur et du déficit public. De surcroît, le contexte de guerre au Moyen-Orient a eu pour conséquence de favoriser une sortie massive de capitaux des marchés américains, préjudiciable au billet vert. Au total, la devise américaine a perdu 0,37% par rapport à l'euro entre les mois de mars et avril 2003. Comparée à la livre sterling, elle s'est en revanche appréciée de 0,5% d'un mois à l'autre à 0,635 livre. Le dollar est ressorti à 119,922 yens, en hausse de 1,16%.

Sur les marchés financiers, la tendance baissière des indices boursiers s'est inversée en avril 2003, du fait des effets conjugués des politiques monétaires expansives et des anticipations d'amélioration de la situation des entreprises. Ainsi, l'indice Standard and Poor 500 a progressé de 5% en avril. Le Nasdaq, compte tenu de la nouvelle vigueur des valeurs de haute technologie, a consolidé son redressement en gagnant 133 points dans le même mois. L'indice Euro Stoxx 50, moyenne des places financières de la zone euro, a progressé de 9,2% contre une baisse de 3,9% un mois plus tôt. Le DAX et le CAC 40 ont augmenté respectivement de 12,4% et 6,80% en avril après avoir reculé de 4,6% et 4,2% au mois de mars. L'indice Nikkei a régressé de 7,2% en avril 2003, tandis que le Footsie à Londres a affiché une progression mensuelle de 6,2% en avril 2003.

Les cours mondiaux des matières premières exportées par les pays membres de l'Union ont enregistré des évolutions contrastées au cours du mois d'avril 2003. L'huile d'arachide, du fait de la faiblesse de l'offre par rapport à la demande, a connu des tensions sur les prix qui ont enregistré une hausse de 12,1% par rapport au mois précédent. Les cours du coton sont également demeurés fermes à 59,03 cents la livre, soit une hausse de 0,4%. En revanche, ceux du pétrole, de l'huile de palmiste et du caoutchouc ont connu des baisses significatives de 14,7%, 6,0% et 5,8%. Les cotations du cacao, du café et de l'or se

sont également repliées, dans des proportions toutefois moindres, en liaison avec les anticipations d'une dissipation des craintes de rupture des approvisionnements eu égard à l'évolution du conflit en Irak et de la situation en Côte d'Ivoire.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

L'environnement économique des Etats membres de l'Union se ressent, depuis la fin du troisième trimestre 2002, de l'impact de la crise en Côte d'Ivoire. Outre les contraintes de production dans les secteurs secondaire et tertiaire, résultant notamment des problèmes d'allongement des distances et d'engorgement des ports de substitution, les performances économiques de nombreux pays membres portent l'empreinte des mauvaises récoltes en 2002/2003.

II.1. ACTIVITE AGRICOLE

L'activité agricole au mois d'avril 2003 a été caractérisée, dans la plupart des Etats de l'Union, par la poursuite de la collecte des cultures d'exportation issues de la campagne agricole 2002.

Les informations disponibles indiquent, pour la plupart des produits, une baisse des volumes collectés par rapport à la campagne précédente.

Les achats de graines **d'arachide d'huilerie** au Sénégal sont ressortis à 16.372 tonnes à fin avril 2003 contre 352.089 tonnes à la période correspondante de l'année précédente, soit un repli de 95,4%. Cette contre-performance est liée à la baisse de 71,9% de la production d'arachide au cours de la campagne 2002/2003.

La collecte de **café** au titre du mois d'avril 2003 a porté sur 5.013 tonnes. Les exportations cumulées se sont élevées à 31.023 tonnes contre 353.746 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 91,2%.

Les achats de **cacao** en Côte d'Ivoire au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 913.935 tonnes à la date du 30 avril 2003. Rapportée aux achats de la campagne précédente, la collecte s'est inscrite en hausse de 65.982 tonnes ou 7,8%. L'importance des tonnages collectés est à lier au niveau exceptionnellement élevé des cours mondiaux.

Les quantités de **coton** collectées se sont établies à 1.679.495 tonnes à fin avril 2003 contre un niveau de 1.116.754 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 10,3%.

Au *Bénin*, le volume commercialisé du coton s'est élevé à 337.312 tonnes à la date du 30 avril 2003, en baisse de 19% par rapport aux réalisations de la même période de 2002. Les exportations de fibre ont porté sur 136.486 tonnes. Au *Burkina*, les quantités collectées se sont situées à 405.000 tonnes, dépassant ainsi l'objectif de collecte qui était fixé à 400.000 tonnes. Les exportations de coton fibre se sont établies à 36.400 tonnes à fin

avril 2003. Au *Mali*, le volume commercialisé de coton-graine s'est établi à 380.127 tonnes à fin avril 2003, en baisse de 33,4% par rapport au niveau de collecte de fin avril 2002. Au *Sénégal*, la collecte de coton-graine s'est établie à 36.572 tonnes à fin avril 2003, pour un objectif de 38.767 tonnes.

II.2. ACTIVITE INDUSTRIELLE

L'indice de la production industrielle, calculé par la BCEAO, a baissé de 4,1% au cours des quatre premiers mois de l'année 2003, comparativement à la période correspondante de l'année 2002. Cette évolution est imputable au recul de la production en Côte d'Ivoire et au Niger. Des améliorations ont été observées, notamment au Bénin, au Burkina et au Sénégal, en particulier dans les secteurs des industries manufacturières.

Globalement, **l'activité manufacturière**, dont la part dans l'indice se chiffre à 70,69%, a enregistré un recul de 6,1%. Ce fléchissement est le reflet de la baisse des activités industrielles en Côte d'Ivoire, du fait de la crise, et au Mali en raison de la chute de la production de coton. En revanche, les **industries extractives**, dont la part dans l'indice est de 12,98%, ont connu une hausse de 12,4% de leur production par rapport aux quatre premiers mois de 2002.

Par pays, la situation se présente comme suit :

Au *Bénin*, la production industrielle s'est accrue de 5,6% au cours des quatre premiers mois de l'année comparativement à la même période de 2002. Cette évolution est à la fois imputable au dynamisme des industries manufacturières ainsi qu'à la branche électricité, gaz et eau dont les productions sont ressorties respectivement en hausse de 4,9% et 13,1%. La progression des industries manufacturières a été tirée par les produits alimentaires et boissons (+10,4%) ainsi que par les produits à base de tabac (+ 66,0%). Les activités d'égrenage de coton se sont caractérisées par contre par une baisse de 14,3%.

Au *Burkina*, l'indice de la production industrielle a augmenté de 16,3% entre janvier et avril 2003 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cette embellie porte l'empreinte du regain d'activité des industries manufacturières dont la production s'est inscrite en hausse de 17,8%. Outre le rythme soutenu de l'activité d'égrenage qui a induit une hausse de 18,4% du sous-indice relatif à la branche textile, cette croissance est également tirée par les industries agro-alimentaires dont la production a enregistré une hausse de 28,2% durant la période sous revue.

En Côte d'Ivoire, sur les quatre premiers mois de l'année 2003, l'activité industrielle a continué de se ressentir de l'impact de la crise. Ainsi, l'indice de la production industrielle est ressorti en baisse de 13,2% après un recul de 8,6% observé au quatrième trimestre 2002. L'amélioration de 43,6% des activités extractives, induite par l'accroissement de la production de pétrole brut établie à 1.969.900 barils contre 1.178.400

barils un an plus tôt, n'a pu compenser le repli de 16,3% observé dans le secteur manufacturier. La branche électricité, gaz et eau, dont l'indice connaît également un recul de 3,9% de sa production, a contribué à la baisse de l'indice global. La bonne tenue des extractions a été le fait de la sous-branche pétrole brut et gaz naturel dont l'indice a enregistré une hausse de 57,0% en dépit de la baisse de 1,7% de la production de gaz naturel à 16.704 milliards de BTU¹. Pour sa part, le repli des activités manufacturières est imputable aux sous-branches produits alimentaires et boissons, textile et produits pétroliers raffinés dont les indices sont ressortis respectivement à -2,2%, -62,6% et -25,8%.

Au *Mali*, l'indice de la production industrielle a enregistré, sur les quatre premiers mois de l'année 2003, une hausse de 1,0%, prolongeant la tendance amorcée depuis le quatrième trimestre 2002. Cette embellie est le fait du regain de dynamisme des industries extractives (+24,3%) en dépit du repli de 15,6% de l'activité des industries manufacturières. La hausse de 13,0% de la production d'or à 18.333,3 kilogrammes corrobore la performance des industries extractives. L'activité moins soutenue dans le secteur du textile, en liaison avec la baisse des volumes de coton à égrener suite à la mauvaise production de la campagne cotonnière 2002/2003, explique ce recul de l'activité des industries manufacturières. La production des unités opérant dans les sous-secteurs des produits chimiques est, en revanche, en hausse de 8,6% du fait des opportunités d'import-substitution induites par l'arrêt des échanges commerciaux avec la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, l'accroissement de la production de la centrale électrique du barrage de Manantali a contribué à l'amélioration de la disponibilité en énergie électrique, comme en témoigne la hausse de 15,9% de la production du secteur électricité, gaz et eau.

Au *Niger*, la production industrielle s'est repliée de 3,5% au cours de la période sous revue. Cette évolution résulte principalement de la baisse des activités des industries extractives, les usines d'exploitation d'uranium ayant connu des arrêts techniques en janvier 2003. Les industries extractives qui représentent 58,2% du poids de l'indice ont, en effet, vu leur activité diminuer de 18,7% comparativement à leur niveau des quatre premiers mois de l'année 2002, attestée par la baisse de 4,1% à 791,3 tonnes d'uranate. L'amélioration de 4,8% et de 19,8% respectivement de la production manufacturière et de celle d'électricité, de gaz et d'eau n'a que faiblement contribué à atténuer cette baisse.

Au *Sénégal*, l'indice de la production industrielle a enregistré, en variation annuelle sur les quatre premiers mois de l'année 2003, une hausse de 4,3%. Cette évolution, reflet de la bonne tenue des activités dans l'industrie manufacturière dont l'indice est en hausse de 5,4%, masque toutefois les contre-performances des industries extractives, notamment celles opérant dans le sous-secteur des phosphates. En effet, la production de phosphates est ressortie en baisse de 14,7% à 495.977 tonnes au terme des

¹ Un BTU est l'équivalent de 0,028314 décimètre cube.

quatre premiers mois de l'année 2003. La bonne tenue des industries manufacturières est liée à la hausse de 7,2% de la production des industries agroalimentaires et celle de 20,4% des produits pétroliers raffinés.

Au *Togo*, l'indice de la production industrielle est ressorti en hausse de 2,1% au cours des quatre premiers mois de l'année 2003, après celle de 18,5% observée au quatrième trimestre 2002. Cette évolution est imputable au secteur des industries extractives dont l'indice a enregistré une nette amélioration de 53,4% ainsi qu'en atteste la hausse de 23,1% de la production de phosphates qui s'est établie à 497.130 tonnes. La baisse de l'activité du secteur manufacturier est imputable notamment au ralentissement des fabriques d'ouvrages en métaux et des autres produits non métalliques, en liaison avec les ruptures de stocks de matières premières et des travaux de réfection dans une des unités de production.

II.3. PRIX A LA CONSOMMATION

Le niveau général des prix à la consommation dans les pays de l'Union a connu une hausse modérée de 0,2% en avril 2003 après une progression de 1,1% un mois plus tôt. En glissement annuel, l'inflation au mois d'avril 2003 a été de 1,8%.

Par pays, la situation se présente comme suit :

Dans le prolongement de la tendance amorcée un mois plus tôt, le niveau général des prix à la consommation au *Bénin* s'est accru de 0,4% en avril 2003 après 0,2% en mars 2003. Cette évolution a été induite par le renchérissement des produits alimentaires qui ont enregistré, en moyenne sur le mois, une hausse de 1,4%. Dans la composante non alimentaire, les évolutions les plus notables sont celles du coût du logement et des tarifs des soins de santé qui ont progressé de 0,2% et 0,6% respectivement. Toutefois, la baisse de 0,9% des prix du transport a contribué à atténuer cette hausse. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 2,1% après 3,2% en mars 2003.

Au *Burkina*, l'indice des prix à la consommation est ressorti, en variation mensuelle, en hausse de 0,1% en avril 2003 après une baisse de 0,5% en mars. Cette progression est imputable au renchérissement des produits alimentaires et aux articles d'habillement. Les prix des transports ont par contre enregistré un repli de 0,7%. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 1,1% après 1,8% en mars 2003.

En *Côte d'Ivoire*, l'IHPC s'est inscrit en progression de 0,8% en avril 2003, après une hausse de 0,1% un mois plus tôt. Cette évolution est notamment induite par le renchérissement des produits alimentaires, en particulier les produits importés des pays du Sahel. La composante alimentation a enregistré une hausse de 0,5% par rapport au mois de mars 2003. La hausse des tarifs des hôtels, bars et restaurants ainsi que l'augmentation des prix des autres biens et services ont alimenté l'inflation. Sur une base annuelle, l'indice

harmonisé des prix à la consommation est en hausse de 4,6% à fin avril 2003.

En *Guinée Bissau*, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 0,1% en avril après une baisse de 1,0% un mois auparavant. Cette évolution est liée essentiellement à la hausse des prix des produits alimentaires. La composante alimentation de l'IHPC est ressortie en hausse de 0,8% en avril 2003. Les composantes loisirs et autres biens et services dont les indices sont en hausse respectivement de 0,9% et 0,6% ont également contribué à nourrir cette tension sur les prix. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à -5,8% en avril 2003, contre - 4,2% un mois auparavant.

Au *Mali*, le niveau général des prix a enregistré pour le deuxième mois consécutif une baisse. L'IHPC s'est inscrit en recul de 0,9% après un repli de 0,5% en mars 2003. Cette détente est due à l'amélioration de l'offre de produits alimentaires notamment les légumes, à la répercussion à la pompe des baisses des cours mondiaux du pétrole ainsi qu'à la décrue du prix du ciment qui avait connu une flambée, au lendemain de l'éclatement de la crise en Côte d'Ivoire. Les composantes alimentation, logement et transport de l'IHPC ont enregistré des baisses respectives de 1,1%, 0,8% et 1,1%. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à -0,4% en avril 2003 contre 0,9% un mois plus tôt.

Au *Niger*, le niveau général des prix à la consommation est ressorti pour le deuxième mois consécutif en baisse. L'indice harmonisé des prix a enregistré un repli de 0,2% après celui de 0,1% observé un mois plus tôt. L'amélioration de l'offre alimentaire, induite par le lancement de la campagne de vente par le gouvernement de céréales à prix modéré, a contribué à atténuer la progression de l'indice général des prix à la consommation. Les composantes alimentation et loisirs ont connu les décrues les plus significatives avec des baisses respectives de 0,6% et 2,1%. Sur une base annuelle, le taux d'inflation, est passé de 0,0% en mars 2003 à -0,8% en avril 2003.

Au *Sénégal*, la tendance baissière du niveau général des prix observée depuis le début de l'année s'est poursuivie au rythme mensuel de 0,7% en avril 2003. Cette baisse est imputable essentiellement aux composantes « alimentation », « logement » et « habillement » dont les taux se sont repliés respectivement de 0,8, 1,4 et 0,1 point de pourcentage. L'évolution de la composante alimentation résulte de l'abondance de l'offre des produits halieutiques et des légumes. De même, les mouvements successifs de baisse du coût des carburants intervenus le 30 mars et le 26 avril 2003 ont contribué au repli de la composante transport. En glissement annuel, le taux d'inflation selon l'indice harmonisé des prix s'est situé à -0,5% en avril 2003 contre 0,1% en mars 2003.

Au *Togo*, la hausse de 1,0% du niveau général des prix observée en variation mensuelle en avril 2003 est en rupture avec l'orientation baissière observée durant les deux mois précédents. Cette inversion de tendance est liée à la hausse des prix des produits alimentaires, en liaison avec l'insuffisance saisonnière de l'offre et l'impact

de la fête de Pâques. Les hausses les plus significatives ont concerné les tubercules, les céréales, la volaille et les produits de pêche. Traduisant cette situation, les composantes alimentation, hôtels-bars-restaurants ont enregistré des hausses de 2,4% et 1,6% de leurs indices que n'ont pu compenser les replis de 0,7% et 0,1% des branches logement et transport. Le taux d'inflation en glissement annuel, mesuré par l'IHPC, est ressorti en avril 2003 à -1,9% contre -1,0% en mars 2003.

II.4. FINANCES PUBLIQUES

Les données disponibles portent sur l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2003 pour l'ensemble des Etats membres de l'Union. Par pays, les évolutions ci-après ont été enregistrées.

Au *Bénin*, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un excédent, base engagements, hors dons, de 3,4 milliards à fin mars 2003 contre 18,6 milliards en mars 2002, soit une détérioration de 15,2 milliards. La forte progression des dépenses explique cette évolution.

Les recettes budgétaires se sont établies à 72,6 milliards, en hausse de 1,9 milliard par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes fiscales se sont accrues de 1,7% pour s'établir à 66,7 milliards. Les dépenses budgétaires ont, quant à elles, enregistré une hausse de 32,6% pour se chiffrer à 69,2 milliards, en liaison avec la forte progression des dépenses en capital. Celles-ci ont atteint 11,1 milliards contre 1,8 milliard un an auparavant. Les dépenses courantes se sont établies à 57,2 milliards en mars 2003 contre 49,6 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 7,6 milliards.

Au *Burkina*, l'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2003, s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 48,0 milliards contre 45,3 milliards un an plus tôt.

Les recettes et dons ont augmenté de 6,5 milliards par rapport à la même période de l'année écoulée, s'établissant à 75,9 milliards, en liaison avec l'évolution des recettes fiscales. En effet, ces dernières se sont accrues de 8,3% pour ressortir à 59,0 milliards. Pour leur part, les dépenses totales et prêts nets ont atteint 109,9 milliards contre 102,1 milliards au premier trimestre de l'année précédente, soit un accroissement de 7,8 milliards imputable à l'évolution des dépenses en capital. Celles-ci ont progressé de 11,9 milliards pour ressortir à 52,0 milliards. Quant aux dépenses courantes, elles ont accusé une baisse de 15,0% en glissement annuel, pour se chiffrer à 52,0 milliards. Les dons mobilisés ont atteint 14,0 milliards, soit une hausse de 1,4 milliard.

En *Côte d'Ivoire*, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un excédent global, base engagements, hors dons, de 53,8 milliards contre 107,4 milliards en mars 2002, soit une diminution de 53,6 milliards, en liaison avec l'effet conjugué d'une baisse des recettes et d'une augmentation des dépenses et prêts nets.

Les recettes budgétaires cumulées à fin mars 2003 se sont établies à 334,4 milliards contre 363,0 milliards un an plus tôt, soit un repli de 28,6 milliards, imputable à la baisse simultanée des recettes fiscales et non fiscales. Les recettes fiscales ont reflué de 7,5 milliards pour s'établir à 310,8 milliards et les recettes non fiscales se sont inscrites à 23,6 milliards en deçà des réalisations de 44,7 milliards à fin mars 2002. Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 280,6 milliards contre 255,6 milliards au premier trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 25,0 milliards imputable à la progression des dépenses en capital. Ces dernières se sont en effet inscrites en hausse de 11,3 milliards pour se situer à 38,0 milliards au cours du premier trimestre 2003, du fait d'une forte augmentation de 79,6% de celles financées sur ressources extérieures. Les dépenses courantes se sont accrues de 5,3% pour se chiffrer à 242,4 milliards. La masse salariale a représenté 40,0% des recettes fiscales.

En *Guinée Bissau*, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2003 s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 1,7 milliard contre 4,1 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 2,4 milliards.

Les recettes totales ont connu une légère hausse de 0,2 milliard pour s'établir à 3,2 milliards. Les recettes fiscales se sont chiffrées, quant à elles, à 2,7 milliards, en hausse de 0,7 milliard. Aucun don n'a été mobilisé sur la période. Les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 4,9 milliards, en baisse de 2,4 milliards. Les dépenses courantes sont ressorties à 4,7 milliards contre 6,4 milliards un an auparavant, soit une baisse de 1,7 milliard.

Au *Mali*, les opérations réalisées au cours du mois de mars se sont traduites par un déficit, base engagements, hors dons, de 19,7 milliards, contre 34,3 milliards un an plus tôt, en amélioration de 14,6 milliards sous l'effet simultané d'une augmentation des recettes et d'une exécution prudente des dépenses.

Les recettes budgétaires totales se sont accrues de 13,3% pour s'établir à 97,9 milliards. Les recettes fiscales ont progressé de 9,9% pour se chiffrer à 80,1 milliards. Les recettes non fiscales se sont établies, pour leur part, à 9,1 milliards, en hausse de 3,5 milliards. Les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 117,6 milliards contre 120,7 milliards un an plus tôt, soit une diminution de 3,1 milliards, imputable à la baisse simultanée des dépenses courantes et de celles en capital. Par rapport à la même période de l'année 2002, les dépenses en capital se sont repliées de 5,9 milliards pour ressortir à 46,1 milliards. Quant aux dépenses courantes, elles ont baissé de 4,0 milliards.

Au *Niger*, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2003 s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 21,6 milliards contre 2,2 milliards un an plus tôt, en aggravation de 19,4 milliards.

Les recettes et dons se sont établis à 46,0 milliards à fin mars 2003 contre 55,3 milliards un an plutôt, soit une baisse de 16,8% imputable à la diminution des recettes fiscales et des autres recettes non classées. Les recettes fiscales sont en baisse de 5,7%

pour s'établir à 34,1 milliards. Les dépenses et prêts nets ont enregistré une hausse de 22,2% pour se chiffrer à 56,6 milliards à fin mars 2003. Les dépenses en capital, essentiellement financées sur ressources externes, ont progressé de 8,0 milliards pour s'établir à 23,5 milliards. Les dépenses courantes se sont, pour leur part, chiffrées à 33,1 milliards, en hausse de 2,1 milliards.

Au *Sénégal*, le solde global des opérations financières de l'Etat sur la base des engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 15,1 milliards à fin mars 2003, contre 2,3 milliards un an plus tôt.

Les recettes totales et dons cumulés se sont élevés à 172,3 milliards contre 163,1 milliards un an plus tôt. Les recettes fiscales se sont élevées à 158,7 milliards, en hausse de 7,2%. Les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 148,2 milliards en mars 2003, niveau proche des réalisations de 148,4 milliards, enregistrées un an plus tôt. Les dépenses courantes ont progressé de 24,1% pour s'établir à 115,5 milliards. Les dépenses en capital, pour leur part, se sont inscrites en baisse de 3,8% pour se fixer à 37,7 milliards. Le solde des comptes spéciaux et des comptes des correspondants du Trésor est ressorti négatif à 4,9 milliards contre 14,0 milliards un an plus tôt.

Au *Togo*, l'exécution des opérations financières de l'Etat a dégagé, à fin mars 2003, un excédent global, base ordonnancements, hors dons, de 13,1 milliards contre 3,0 milliards l'année précédente.

Les recettes et dons sont évalués à 34,8 milliards en mars 2003 contre 32,0 milliards l'année précédente, en hausse de 2,8 milliards. Les recettes fiscales ont augmenté de 4,7 milliards pour s'établir à 32,8 milliards au premier trimestre 2003. Aucun don n'a été mobilisé à fin mars 2003. Les dépenses et prêts nets ont enregistré une contraction de 5,2 milliards par rapport aux réalisations de mars 2002, pour s'établir à 21,6 milliards. Cette évolution résulte essentiellement de l'absence d'investissement sur la période sous revue. Les dépenses courantes, quant à elles, se sont stabilisées en glissement annuel à 21,6 milliards.

II.5. SITUATION MONETAIRE ET OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE

II.5.1. SITUATION MONETAIRE

Par rapport au mois précédent, la situation monétaire de l'UEMOA au 30 avril 2003 a été marquée par un renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires et une baisse du crédit intérieur ainsi que de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions ci-après ont été observées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 354,5 milliards à fin avril 2003 contre 365,9 milliards un mois plus tôt. Cette contraction de 11,4 milliards résulte de la baisse de 4,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et du recul de 7,4 milliards des avoirs des banques auprès de leurs

correspondants. Sur une base annuelle, la position extérieure nette est en recul de 94,7 milliards ou 21,1%.

L'encours du *crédit intérieur* s'est établi à 128,2 milliards à fin avril 2003 contre 134,5 milliards un mois plus tôt, soit une baisse de 6,3 milliards. La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 13,1 milliards, tandis que les crédits à l'économie se sont accrus de 6,8 milliards. Cette consolidation des crédits à l'économie est imputable à de nouvelles mises en place au niveau des crédits à court terme autres que ceux de campagne qui sont ressortis en retrait de 3,4 milliards d'un mois à l'autre. En glissement annuel, les crédits à l'économie se sont accrus de 43,3 milliards ou 21,8%.

La *masse monétaire* s'est, pour sa part, contractée de 14,6 milliards ou 3,0% pour se fixer à 467,7 milliards en avril 2003 contre 482,3 milliards le mois précédent. Cette baisse de la liquidité globale est imputable à la fois au recul des avoirs extérieurs nets et au retrait du crédit intérieur. La circulation fiduciaire est en recul de 18,0 milliards. Les dépôts dans les banques se sont accrus de 3,4 milliards. Par rapport à avril 2002, la masse monétaire s'est contractée de 45,2 milliards ou 8,8%.

Au **Burkina**, par rapport à fin mars 2003, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont consolidés de 12,8 milliards pour se situer à 130,1 milliards. Cette hausse est liée au renforcement de 18,5 milliards de la position extérieure nette de l'Institut d'émission atténuée par la baisse de 5,7 milliards de celle des banques. Sur une base annuelle, par contre, les avoirs extérieurs nets sont en recul de 11,5 milliards ou 8,1%, imputable en totalité aux avoirs des banques.

L'encours du *crédit intérieur* s'est situé à 351,4 milliards en avril 2003 contre 361,8 milliards à fin mars 2003, soit une contraction de 10,4 milliards ou 2,9%, en raison de l'amélioration de 6,3 milliards ou 17,8% de la PNG et du recul de 4,1 milliards ou 1,3% des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 62,7 milliards, soit 24,1%.

La *liquidité globale* s'est établie à 453,4 milliards en avril 2003 contre 461,9 milliards un mois auparavant, marquant ainsi une contraction de 8,5 milliards ou 1,8% d'un mois à l'autre en relation avec l'orientation à la baisse du crédit intérieur. La circulation fiduciaire a connu un recul de 8,0 milliards et les dépôts, un retrait de 0,5 milliard. Par rapport à fin avril 2003, la masse monétaire est ressortie en hausse de 15,5 milliards ou 3,5%.

En **Côte d'Ivoire**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont élevés à 1.049,6 milliards en avril 2003 contre 1.033,1 milliards le mois précédent, soit un accroissement de 16,5 milliards imputable à la hausse de 12,1 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 4,4 milliards de ceux des banques.

L'encours du *crédit intérieur* est ressorti à 1.407,6 milliards en avril 2003, en baisse de 24,6 milliards par rapport à leur niveau à fin mars 2003. Cette évolution est en liaison avec le recul de 27,6 milliards ou 2,7% des crédits à l'économie. La contraction des crédits à l'économie résulte essentiellement de celle de 23,5 milliards des crédits à court terme. Entre avril 2002 et avril 2003, les crédits à l'économie ont connu une diminution de 60,7 milliards, soit 5,8%.

La *masse monétaire* s'est repliée de 44,8 milliards pour se situer à 2.293,0 milliards à fin avril 2003 contre 2.337,8 milliards en mars 2003, en relation essentiellement avec la baisse du crédit intérieur. La circulation fiduciaire et les dépôts dans les banques se sont respectivement contractés de 27,1 milliards et de 17,7 milliards. Comparée à son niveau atteint à fin avril 2002, la liquidité globale s'est accrue de 419,5 milliards ou 22,4%.

En **Guinée Bissau**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 62,4 milliards en accroissement de 1,0 milliard ou 1,6% par rapport à leur niveau de fin mars 2003. Cette situation reflète la consolidation de 0,2 milliard des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et de 0,4 milliard de ceux des banques.

L'encours du *crédit intérieur* s'est situé à 23,7 milliards contre 20,5 milliards le mois précédent, soit une hausse de 3,2 milliards ou 15,6%, en raison de la détérioration de 0,6 milliard de la PNG et de l'accroissement de 3,0 milliards des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 1,1 milliard ou 17,7%.

La *masse monétaire* s'est établie à 84,7 milliards au cours de la période sous revue contre 81,2 milliards en mars 2003, en hausse de 3,5 milliards ou 4,3% en relation avec l'évolution à la hausse de ses contreparties. La circulation fiduciaire s'est accrue de 2,5 milliards et les dépôts dans les banques de 1,0 milliard. En glissement annuel, la liquidité globale s'est renforcée de 13,2 milliards ou 18,5%.

Au **Mali**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 40,5 milliards pour ressortir à 380,3 milliards en avril 2003 contre 339,8 milliards à fin mars 2003. Cette augmentation est imputable à la hausse de 29,2 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et de 11,3 milliards de ceux des banques. Entre avril 2002 et avril 2003, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est renforcée de 79,5 milliards ou 26,4%.

L'encours du *crédit intérieur* est ressorti à 381,2 milliards contre 378,0, en raison de la détérioration de 2,8 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de l'augmentation de 0,4 milliard ou 0,1% des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 45,3 milliards, soit 12,2%.

La *masse monétaire* est ressortie à 692,4 milliards à fin juin 2003 contre 675,7 milliards un mois auparavant enregistrant une progression de 16,7 milliards ou 2,5%, en rapport avec la hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires et du crédit

intérieur. La circulation fiduciaire s'est renforcée de 12,0 milliards en passant de 274,3 milliards à 286,3 milliards tandis que les dépôts se sont consolidés de 4,7 milliards ou 1,2%. D'une année à l'autre, la liquidité globale s'est accrue de 98,9 milliards ou 16,7%.

Au **Niger**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires ont baissé de 10,6 milliards pour se situer à -1,7 milliard en avril 2003 contre 8,9 milliards en mars 2003. Cette évolution est imputable au recul de 1,8 milliard de la position extérieure nette de la Banque Centrale et de 8,8 milliards des avoirs des banques.

L'encours du *crédit intérieur*, arrêté à 147,9 milliards en avril 2003, est en hausse de 9,0 milliards par rapport au niveau de 138,9 milliards atteint à fin mars 2003 en raison essentiellement de la détérioration de 8,1 milliards ou 12,7% de la Position Nette du Gouvernement et de l'augmentation de 0,9 milliard ou 1,2% des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 9,8 milliards ou 14,8%.

La *masse monétaire* s'est établie à 131,5 milliards à la fin de la période sous revue contre 141,1 milliards un mois plus tôt, en repli de 9,6 milliards ou 6,8% en raison du recul des avoirs extérieurs nets. En conséquence, la circulation fiduciaire s'est repliée de 7,5 milliards et les dépôts de 2,1 milliards.

Au **Sénégal**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 16,1 milliards ou 5,8% en juin 2003 en ressortant à 292,3 milliards contre 276,2 milliards le mois précédent du fait de la consolidation de 16,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 0,4 milliard de ceux des banques.

Le *crédit intérieur* s'est établi à 775,6 milliards à fin avril 2003 contre 777,3 milliards un mois plus tôt, du fait de l'amélioration de 15,8 milliards ou 20,5% de la Position Nette du Gouvernement et de la hausse de 14,1 milliards ou 2% des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont augmenté de 21,2 milliards ou 3,1%.

La *masse monétaire* est passée de 954,9 milliards en mars 2003 à 946,2 milliards en avril 2003, soit un repli de 8,7 milliards ou 0,9% consécutif à l'évolution à la baisse du crédit intérieur, en particulier, l'amélioration de la PNG. La circulation fiduciaire est ressortie à 156,2 milliards, en baisse de 7,9 milliards ou 4,8%. Les dépôts bancaires quant à eux se sont contractés de 0,8 milliard en s'établissant à 790,0 milliards en avril 2003.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 84,7 milliards en avril 2003 contre 63,9 milliards en mars 2003, soit une hausse de 20,8 milliards ou 32,6% imputable à l'augmentation de 9,0 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et de 11,8 milliards de ceux des banques.

L'encours du *crédit intérieur* s'est fixé à 167,4 milliards en avril 2003 contre 168,2 milliards le mois dernier, en recul de 0,8 milliard sous l'effet de l'amélioration de 3,0

milliards ou 10,5% de la Position Nette du Gouvernement atténuée par la hausse de 2,2 milliards ou 1,6% des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont raffermis de 19,7 milliards ou 16,1%.

La *masse monétaire* a enregistré une augmentation de 12,7 milliards ou 5,3%, en ressortant à 252,0 milliards contre 239,3 milliards un mois plus tôt, en rapport avec l'accroissement des avoirs extérieurs des institutions monétaires. Cette hausse est portée par la circulation fiduciaire qui s'est renforcée de 4,5 milliards et les dépôts en banque en amélioration de 8,2 milliards.

II.5.2. OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine en avril 2003 a été caractérisée par un accroissement du volume des opérations. Leur volume moyen hebdomadaire s'est établi à 5,2 milliards, marquant ainsi une hausse mensuelle de 2,0 milliards et un repli annuel de 5,7 milliards. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période s'est inscrit à 54,2 milliards, marquant un repli mensuel de 11,6 milliards et annuel de 14,0 milliards.

Les taux d'intérêt se sont situés à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 3,75% et 6,25%, contre 3,75% et 5,60% le mois précédent.

L'analyse par compartiment laisse apparaître les évolutions suivantes :

Le volume moyen hebdomadaire des prêts **à un jour** est ressorti à 0,5 milliard en avril 2003, après 0,2 milliard le mois précédent et 2,0 milliards en avril 2002. Le taux moyen pondéré est ressorti à 4,81% contre 5,00% le mois précédent. Il demeure inférieur au taux de 5,38% enregistré un an auparavant. **A une semaine**, les transactions sont ressorties en moyenne à 2,0 milliards, marquant ainsi une hausse mensuelle de 1,0 milliard et une baisse annuelle de 0,5 milliard. Le taux moyen pondéré a augmenté au cours de la période sous revue, passant de 4,50% en mars 2003 à 4,62% en avril 2003. Un an plus tôt, il était de 4,63%.

A un mois, les prêts se sont situés à 1,7 milliard, marquant une hausse mensuelle de 1,0 milliard. Par rapport à la même période de 2002 où ils se chiffraient à 3,7 milliards, les prêts à un mois sont en repli de 2,0 milliards. Le taux moyen pondéré s'est établi à 5,04% contre 4,88% le mois précédent et 5,41% un an plus tôt. **A trois mois**, les opérations sont passées de 1,0 milliard à 0,5 milliard. Le taux moyen pondéré s'est situé à 3,75% contre 5,30% en mars 2003. Douze mois plus tôt, des transactions d'un montant moyen de 1,2 milliard au taux moyen pondéré de 6,17% avaient été enregistrées. **A six mois**, aucune transaction n'a été enregistrée au cours de la période sous revue. Un mois auparavant ce compartiment avait été peu sollicité avec une seule opération de prêts d'un

montant de 0,3 milliard au taux moyen pondéré de 3,75%. Au cours de la période correspondante de l'année 2002, le compartiment avait enregistré trois opérations d'un montant total de 0,6 milliard au taux moyen pondéré de 5,50%.

II.6. EVOLUTION DU MARCHE FINANCIER

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du mois d'avril 2003, par la révision trimestrielle de l'indice BRVM₁₀. Elle a été également caractérisée par le paiement des intérêts annuels et le remboursement du capital de l'emprunt obligataire BOAD 10% 1993-2003 ainsi que celui des intérêts et de l'amortissement du capital de l'emprunt SGBCI 7,50% 1999-2004. L'emprunt BOAD 5,85% 2001-2008 a, en outre, enregistré sa première cotation.

Sur le marché des actions, les indices se sont inscrits en hausse. L'indice BRVM₁₀ est en hausse de 0,9% et l'indice composite, de 2,1%, passant respectivement de 76,69 à 77,41 points et de 67,33 à 68,72 points.

Sur les vingt et une (21) séances de cotation organisées durant la période sous revue, neuf (9) ont clôturé en hausse et sept (7) à la baisse pour l'indice BRVM₁₀. L'indice BRVM composite s'est, pour sa part, situé en augmentation au terme de onze (11) séances et en repli à l'issue de huit (8) autres séances.

Sur le marché des actions, le volume des transactions est passé de 22.956 titres pour une valeur de 600,5 millions en mars 2003 à 165.774 titres représentant une valeur de 1.451,1 millions à fin avril 2003. Cette évolution s'explique par l'enregistrement, le 1er avril, d'un échange de bloc de contrôle et de deux négociations de bloc de titres sur 143.038 actions SAEC ASTRAL pour une valeur totale de 1,0 milliard. Les actions FILTISAC CI, SONATEL SN et CIE CI ont été les valeurs les plus actives, avec des volumes respectifs de 11.590 titres, 3.362 titres et 1.811 titres.

Par rapport à la date de démarrage des activités de la Bourse, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite sont respectivement en baisse de 22,6% et 31,3%. Parmi les actions qui composent l'indice BRVM₁₀, deux titres, à savoir BOABN et TOTALFINAELF CI, se sont inscrits en hausse, tous les autres ayant enregistré une baisse par rapport à leurs cours d'introduction. Les baisses les plus marquées ont concerné les actions UNILEVER CI (-58,68%), FILTISAC CI (-53,45%) et SODE CI (-43,40%).

Trois indices sectoriels se sont inscrits en hausse, quatre ont connu un recul et deux ont conservé leurs valeurs du mois précédent. La plus grande baisse a concerné l'indice BRVM Agriculture (-2,8%) tandis que l'indice BRVM Finances a connu la plus grande hausse (9,6%).

La capitalisation totale du marché des actions est en augmentation de 2,1%, s'établissant à 767,9 milliards contre 752,3 milliards le mois précédent. Celle du BRVM₁₀ a baissé de 0,9%, se fixant à 521,4 milliards contre 525,9 milliards en mars 2003. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation totale s'est réduite de 68,3 milliards ou 8,2%.

Sur le marché obligataire, les transactions ont baissé, passant de 913 titres d'une valeur de 14,4 millions en mars à 323 titres d'une valeur de 3,9 millions au cours de la période sous revue. La capitalisation du marché obligataire est ressortie à 157,3 milliards au 30 avril, contre 153,4 milliards un mois auparavant.

II.7. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS ET MOBILISATION DES RESSOURCES EXTERIEURES

Cinq Etats membres de l'Union ont mis en œuvre des programmes économiques et financiers dans le cadre des accords conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI). Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Les ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union auprès du FMI en appui à ces programmes se sont chiffrées au cours des quatre premiers mois de l'année 2003, à 10,8 millions de DTS équivalant à 9,0 milliards de FCFA, soit 10,0% des montants attendus pour l'année 2003.

Dans le cadre de l'allégement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et au titre de l'assistance intérimaire, le Bénin, le Burkina et le Mali ont bénéficié d'une réduction du service de leur dette extérieure envers le FMI, d'un montant de 5,6 milliards de FCFA. Après le Burkina en avril 2002, le Bénin et le Mali ont atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE en mars 2003. Ainsi, le Bénin bénéficiera d'un allégement de sa dette extérieure de 265 millions de dollars US, soit 184,1 milliards de FCFA en Valeur Actualisée Nette (VAN). Quant au Mali, cette décision lui permettra de bénéficier d'une réduction supplémentaire de dette de 417 millions de dollars US (289,8 milliards de FCFA) en VAN, portant ainsi à 538 millions de dollars US (373,8 milliards de FCFA) le montant total de réduction de dette attendue par ce pays dans le cadre du mécanisme.

Les transactions financières entre les Etats membres de l'Union et le FMI ont porté essentiellement, au cours de la période sous revue, sur quatre tirages au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), les rémunérations de positions créditrices, les opérations de rachats de monnaie et le paiement de commissions et d'intérêts.



LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE I (suite) - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE II - production et commercialisation des produits agricoles

ANNEXE III - productions minières

ANNEXE IV - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

ANNEXE V - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

ANNEXE VI – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

ANNEXE VI (suite) – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

| | Cacao en fèves | Café vert robusta | Coton fibre | Huile d'arachide | Huile de palme | Huile de palmiste |
|---------------------|----------------|-------------------|-------------|------------------|----------------|-------------------|
| | Cts/Lb | | | \$/TM | | |
| Janv 00 | 41,63 | 53,13 | 56,32 | 788,57 | 346,19 | 640,60 |
| Févr | 38,97 | 48,87 | 58,81 | 773,10 | 333,69 | 595,24 |
| mars | 42,25 | 46,23 | 62,05 | 755,00 | 351,96 | 563,37 |
| avril | 41,52 | 44,47 | 58,04 | 741,75 | 369,50 | 561,38 |
| mai | 41,31 | 44,34 | 62,06 | 727,39 | 323,37 | 483,48 |
| juin | 42,80 | 42,65 | 59,24 | 715,00 | 311,82 | 440,91 |
| juillet | 42,44 | 40,73 | 59,48 | 679,05 | 310,71 | 404,14 |
| août | 39,86 | 38,30 | 64,25 | 668,52 | 308,05 | 369,66 |
| septembre | 40,04 | 38,73 | 64,42 | 676,90 | 287,48 | 327,14 |
| octobre | 39,88 | 36,16 | 64,73 | 681,90 | 262,14 | 315,71 |
| novembre | 36,38 | 32,84 | 67,66 | 694,29 | 255,60 | 352,26 |
| Décembre | 36,42 | 30,72 | 67,24 | 696,75 | 265,38 | 313,38 |
| moyenne 2000 | 40,3 | 41,4 | 62,0 | 716,5 | 310,5 | 447,3 |
| Janv 01 | 43,78 | 32,4 | 61,79 | 695,00 | 254,73 | 301,70 |
| Févr | 52,11 | 31,6 | 57,32 | 695,00 | 237,00 | 270,13 |
| mars | 51,33 | 30,6 | 51,58 | 693,41 | 250,23 | 276,82 |
| Avril | 49,17 | 28,45 | 47,22 | 698,57 | 254,52 | 283,10 |
| Mai | 49,12 | 29,53 | 46,21 | 695,43 | 236,41 | 287,72 |
| Juin | 43,71 | 28,69 | 42,81 | 684,52 | 254,05 | 311,67 |
| Juillet | 43,92 | 27,46 | 41,59 | 674,66 | 327,55 | 342,73 |
| Août | 46,86 | 25,82 | 45,08 | 665,00 | 358,48 | 369,35 |
| Septembre | 45,83 | 24,47 | 43,55 | 665,00 | 301,13 | 319,25 |
| octobre | 49,44 | 23,96 | 32,68 | 665,57 | 270,11 | 284,20 |
| novembre | 56,33 | 24,23 | 35,79 | 667,50 | 320,50 | 320,38 |
| décembre | 60,56 | 24,62 | 37,83 | 667,86 | 322,38 | 312,14 |
| janvier 2002 | 62,68 | 22,77 | 38,37 | 666,59 | 334,09 | 330,00 |
| février | 67,41 | 24,34 | 37,39 | 665,00 | 331,63 | 357,25 |
| mars | 71,93 | 28,81 | 39,44 | 665,48 | 338,57 | 359,17 |
| Avril | 71,21 | 29,00 | 37,80 | 652,07 | 347,50 | 407,84 |
| Mai | 72,39 | 27,89 | 37,56 | 641,52 | 371,61 | 418,80 |
| Juin | 75,61 | 28,10 | 43,08 | 630,25 | 409,25 | 441,73 |
| Juillet | 84,31 | 28,46 | 47,34 | 628,91 | 404,35 | 435,52 |
| Août | 88,60 | 27,59 | 46,22 | 659,29 | 429,05 | 434,88 |
| Septembre | 97,77 | 31,51 | 44,43 | 710,00 | 399,76 | 410,57 |
| Octobre | 100,68 | 32,88 | 46,47 | 727,17 | 408,26 | 425,65 |
| Novembre | 82,64 | 37,08 | 50,34 | 790,71 | 439,40 | 455,95 |
| Décembre | 92,38 | 38,14 | 55,38 | 870,00 | 460,00 | 510,00 |
| Janvier 2003 | 98,47 | 40,44 | 54,85 | 870,00 | 457,84 | 491,36 |
| février | 102,60 | 40,38 | 56,69 | 870,00 | 450,75 | 470,50 |
| mars | 90,07 | 36,87 | 58,80 | 1139,05 | 425,12 | 428,81 |
| avril | 87,22 | 36,08 | 59,03 | 1277,27 | 412,16 | 402,95 |

ANNEXE I (suite)

EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

| | Baril de pétrole | Caoutchouc | or brut | noix de cajou |
|---------------------|------------------|------------|---------|---------------|
| | \$/baril | Pence/kg | \$/once | \$/tonne |
| Janv 00 | 26,02 | 47,46 | 284,60 | 697,00 |
| Févr | 28,15 | 52,81 | 299,61 | 667,00 |
| mars | 28,54 | 49,77 | 286,39 | 666,31 |
| avril | 24,89 | 50,55 | 279,70 | 656,00 |
| mai | 28,39 | 50,98 | 275,13 | 656,00 |
| juin | 30,12 | 51,18 | 285,71 | 653,73 |
| juillet | 29,20 | 50,48 | 281,61 | 618,43 |
| août | 30,49 | 53,94 | 274,26 | 616,71 |
| septembre | 33,00 | 53,62 | 273,58 | 591,96 |
| octobre | 32,22 | 54,70 | 270,25 | 572,38 |
| novembre | 33,37 | 52,71 | 265,72 | 540,71 |
| Décembre | 27,69 | 51,23 | 271,50 | 534,95 |
| moyenne 2000 | 29,3 | 51,6 | 279,0 | 622,6 |
| Janv 01 | 28,11 | 50,06 | 266,30 | 518,32 |
| Févr | 29,33 | 50,08 | 262,50 | 477,15 |
| mars | 27,41 | 48,24 | 264,90 | 459,32 |
| Avril | 28,00 | 48,89 | 260,55 | 496,10 |
| Mai | 29,09 | 50,78 | 271,94 | 448,35 |
| Juin | 27,74 | 51,81 | 270,35 | 249,95 |
| Juillet | 26,24 | 50,25 | 267,53 | 216,05 |
| Août | 26,83 | 48,24 | 272,58 | 210,96 |
| Septembre | 26,50 | 45,35 | 283,42 | 209,00 |
| octobre | 22,57 | 44,98 | 283,28 | 210,27 |
| novembre | 19,82 | 43,91 | 275,81 | 450,00 |
| décembre | 19,68 | 41,75 | 275,99 | 450,00 |
| janvier 2002 | 20,06 | 47,30 | 281,40 | 450,00 |
| février | 21,07 | 51,29 | 295,43 | 450,00 |
| mars | 24,82 | 53,23 | 293,17 | 450,00 |
| Avril | 26,28 | 52,26 | 302,65 | 450,00 |
| Mai | 26,50 | 52,92 | 314,51 | 450,00 |
| Juin | 26,01 | 54,25 | 321,75 | 450,00 |
| Juillet | 26,77 | 86,95 | 313,26 | 450,00 |
| Août | 27,63 | 90,39 | 309,77 | 450,00 |
| Septembre | 29,63 | 98,39 | 319,14 | 450,00 |
| octobre | 28,68 | 91,19 | 316,47 | 450,00 |
| Novembre | 24,26 | 91,48 | 319,08 | 450,00 |
| Décembre | 31,10 | 90,50 | 347,20 | 450,00 |
| Janvier 2003 | 31,88 | 91,91 | 357,01 | 450,00 |
| Février | 31,63 | 94,20 | 359,49 | 450,00 |
| mars | 31,65 | 94,68 | 341,53 | 450,00 |
| avril | 27,00 | 89,23 | 327,95 | 450,00 |

Source: Reuters

ANNEXE II

UEMOA : PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

(en milliers de tonnes)

| PRODUITS | | | 88-89 | 95-96 | 96-97 | 97-98 | 98-99 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003* |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 86-87 | 87-88 | | | | | | | | | |
| PRODUCTION ARACHIDES | | | | | | | | | | | |
| <i>Bénin</i> | | | | 57,57 | 65,532 | 102,341 | 98,897 | 100,9 | 121,2 | 125,4 | 146,2 |
| <i>Burkina (décor.)*</i> | 0,8 | 0,4 | 1,4 | 213,3 | 223,8 | 151,1 | 214,8 | 282,8 | 169,1 | 301,1 | 323,6 |
| <i>Mali (coque)</i> | 11 | 6,5 | 5,3 | 155,541 | 132,788 | 142,887 | 150,6 | 158,4 | 166,3 | 176,3 | 185,2 |
| <i>Niger (coque)</i> | 52,4 | 0 | 0,1 | 102,6 | 196 | 87,9 | 99 | 112,1 | 154,8 | 82,0 | 149,5 |
| <i>Sénégal (coque)**</i> | 614 | 710,8 | 415,2 | 337,8 | 148,6 | 544,8 | 579,1 | 1014,2 | 1061,5 | 943,8 | 265,3 |
| <i>Togo (décor.)</i> | 19,6 | 0 | 0,5 | 35,1 | 55,4 | 34,2 | 27,2 | 35,4 | 26,0 | 33,0 | 35,7 |
| TOTAL | 697,8 | 717,7 | 422,5 | 901,9 | 822,1 | 1063,2 | 1169,6 | 1703,7 | 1698,9 | 1661,6 | 1105,6 |
| ARACHIDES (commercialisation) | | | | | | | | | | | |
| <i>Sénégal</i> | | | | 337,8 | 148,6 | 239,4 | 319,7 | 551,4 | 579,9 | 334,0 | 200,0 |
| CAFE | | | | | | | | | | | |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 264,1 | 186,3 | 239,3 | 176,1 | 322,7 | 311,0 | 130,1 | 379,0 | 301,1 | 182,0 | 218,8 |
| <i>Togo</i> | 11,4 | 11,1 | 14,8 | 6,5 | 22,4 | 10,3 | 19,3 | 16,7 | 12,6 | 6,0 | 20,6 |
| UEMOA | 275,5 | 197,4 | 254,1 | 182,6 | 345,1 | 321,3 | 149,4 | 395,7 | 313,7 | 188,0 | 239,4 |
| CACAO | | | | | | | | | | | |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 619,8 | 673,9 | 848,9 | 1264,8 | 1130,0 | 1090,3 | 1175,4 | 1412,4 | 1212,4 | 1264,7 | 1200,0 |
| <i>Togo</i> | 12,6 | 11,1 | 8,3 | 6,0 | 14,2 | 5,6 | 7,7 | 7,0 | 5,1 | 5,9 | 8,5 |
| UEMOA | 632,4 | 685 | 857,2 | 1270,8 | 1144,2 | 1095,9 | 1183,1 | 1419,5 | 1217,5 | 1270,6 | 1208,5 |
| COTON GRAINE | | | | | | | | | | | |
| <i>Bénin</i> | 131,3 | 70,2 | 108,7 | 349,6 | 348,8 | 359,2 | 335,1 | 362,2 | 336,6 | 416,4 | 337,3 |
| <i>Burkina</i> | 169,2 | 148 | 145,9 | 150,9 | 214,3 | 338,1 | 284,4 | 270,0 | 275,8 | 378,5 | 406,0 |
| <i>Côte d'Ivoire</i> | 213,5 | 256,1 | 290,8 | 221,8 | 265,1 | 337,1 | 360,8 | 399,5 | 287,0 | 393,0 | 343,2 |
| <i>Mali</i> | 201,7 | 199,1 | 249,5 | 405,9 | 470,1 | 538,3 | 518,8 | 459,1 | 250,0 | 570,9 | 380,1 |
| <i>Niger</i> | 8,1 | 8,6 | 5,9 | 14,0 | 10,4 | nd | 6,1 | 3,3 | 3,6 | 3,5 | 4,7 |
| <i>Sénégal</i> | 26,9 | 38,8 | 38,7 | 31,4 | 38,4 | 41,0 | 11,6 | 14,6 | 20,4 | 35,7 | 40,1 |
| <i>Togo</i> | 79,1 | 67 | 78,8 | 102,1 | 146,4 | 176,2 | 187,7 | 175,1 | 47,2 | 140,0 | 168,0 |
| UEMOA | 829,8 | 787,8 | 918,3 | 1275,7 | 1493,5 | 1789,9 | 1704,4 | 1683,8 | 1220,5 | 1938,0 | 1679,5 |

Sources : Organismes de commercialisation agricole

* Prévisions

| PRODUITS | 2001 | 2002 | Résultats provisoires | | | | Var.% b/a |
|--|----------------|----------------|-----------------------|------------|----------------|------------|--------------|
| | | | 2002 | | 2003 | | |
| | | | a | | b | | |
| DIAMANT (milliers de carats) | | | | | | | |
| Côte d'Ivoire | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 309,0 | 306,5 | 99,9 | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| <i>exportations</i> | 309,0 | 306,5 | 99,9 | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| GAZ NATUREL (milliards de BTU) | | | | | | | |
| Côte d'Ivoire | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 38602,1 | 53196,0 | 16987,1 | 30/04/2002 | 16704,7 | 30/04/2003 | -1,7% |
| PETROLE (milliers de barils) | | | | | | | |
| Côte d'Ivoire | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 2099,3 | 5457,2 | 1178,4 | 30/04/2002 | 1969,9 | 30/04/2003 | 67,2% |
| <i>exportations</i> | | | | | | | |
| UEMOA | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 2099,3 | 5457,2 | 1178,4 | 30/04/2002 | 1969,9 | 30/04/2003 | 67,2% |
| <i>exportations</i> | | | | | | | |
| PHOSPHATE (milliers de tonnes) | | | | | | | |
| Sénégal | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 1708,0 | 1710,1 | 581,4 | 30/04/2002 | 496,0 | 30/04/2003 | -14,7% |
| <i>exportations</i> | 445,2 | 457,8 | 155,8 | 30/04/2002 | 105,0 | 30/04/2003 | -32,6% |
| Togo | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 1066,6 | 1379,9 | 403,9 | 30/04/2002 | 497,1 | 30/04/2003 | 23,1% |
| <i>exportations</i> | 1304,2 | 1327,7 | 399,8 | 30/04/2002 | 228,9 | 30/04/2003 | -42,7% |
| UEMOA | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 2774,6 | 3090,0 | 985,3 | 30/04/2002 | 993,1 | 30/04/2003 | 0,8% |
| <i>exportations</i> | 1749,4 | 1785,5 | 555,5 | 30/04/2002 | 334,0 | 30/04/2003 | -39,9% |
| OR (Kilogrammes) | | | | | | | |
| Burkina | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 228,5 | 208,9 | nd | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| <i>exportations</i> | 228,5 | 208,9 | nd | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| Côte d'Ivoire (Ity, Somiaf et autres) | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 3672,0 | 3569,8 | 1354,9 | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| <i>exportations</i> | 3672,0 | 3569,8 | 1353,9 | 30/04/2002 | nd | 30/04/2003 | |
| Malí (Sadiola, Morila et Yatéla) | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 53658,0 | 57964,7 | 16224,82 | 30/04/2002 | 18333,3 | 30/04/2003 | 13,0% |
| <i>exportations</i> | 57558,5 | 57964,7 | 16224,82 | 30/04/2002 | 18333,3 | 30/04/2003 | 13,0% |
| UEMOA | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 57558,5 | 61743,4 | 17579,7 | 30/04/2002 | 18333,3 | 30/04/2003 | 4,3% |
| <i>exportations</i> | 61460,0 | 61743,4 | 17578,7 | 30/04/2002 | 18333,3 | 30/04/2003 | 4,3% |
| URANIUM (tonnes) | | | | | | | |
| Niger | | | | | | | |
| <i>productions</i> | 2917,4 | 3022,4 | 825,3 | 30/04/2002 | 791,3 | 31/03/2003 | -4,1% |
| <i>exportations</i> | 2960,0 | 2960,0 | 680,8 | 30/04/2002 | 478,5 | 31/03/2003 | -29,7% |

Sources : Sociétés minières des Etats

UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION
(VARIATIONS MENSUELLES EN POURCENTAGE)

| Périodes | COTONOU | | | OUAGADOUGOU | | | ABIDJAN | | | BISSAU | BAMAKO | | | NIAMEY | | | DAKAR | | | LOME | | | UEMOA | | |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|------------|
| | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA | IPC | IPA | IPHA |
| JANVIER 2001 | -2,0 | -4,2 | -0,7 | 0,4 | -0,1 | 0,6 | 1,8 | 4,7 | 0,5 | -1,8 | -1,2 | -2,1 | -0,4 | -1,0 | -1,2 | -0,9 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 2,1 | 5,4 | 0,4 | 0,6 | 1,3 | 0,2 |
| FEVRIER | -1,0 | -3,1 | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,5 | 1,1 | 0,2 | 0,0 | -0,2 | -0,9 | 0,5 | -0,5 | -0,6 | -0,5 | -0,1 | -0,2 | -0,1 | 1,2 | 3,0 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| MARS | 1,6 | 3,6 | 0,5 | 2,5 | 8,2 | -0,2 | 0,6 | 1,7 | -0,1 | 0,7 | 1,8 | 3,6 | 0,2 | 1,7 | 3,6 | 0,2 | -0,2 | -0,5 | 0,0 | 1,4 | 0,7 | 1,7 | 0,9 | 2,0 | 0,2 |
| Trimestre I | -0,5 | -1,2 | 0,0 | 1,0 | 2,8 | 0,2 | 1,0 | 2,5 | 0,2 | -0,4 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,6 | -0,4 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 1,5 | 3,0 | 0,8 | 0,5 | 1,1 | 0,2 |
| AVRIL | 1,2 | 2,4 | 0,5 | -1,2 | -3,2 | -0,2 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 2,9 | 1,4 | 2,8 | 0,1 | 1,9 | 3,2 | 0,8 | -0,2 | -0,4 | -0,1 | 1,2 | 3,4 | 0,1 | 0,5 | 0,8 | 0,3 |
| MAI | 1,7 | 3,8 | 0,4 | 1,7 | 5,1 | 0,1 | 1,2 | 2,4 | 0,6 | 0,3 | 0,8 | 1,0 | 0,5 | 0,4 | 1,4 | -0,4 | -0,3 | -0,8 | 0,0 | 1,2 | 3,4 | -0,1 | 0,9 | 1,8 | 0,3 |
| JUIN | -0,5 | -2,1 | 0,5 | 1,8 | 3,9 | 0,7 | 0,6 | 2,1 | -0,2 | 3,6 | 1,5 | 3,2 | 0,0 | 1,4 | 4,1 | -0,9 | 1,5 | 3,5 | 0,1 | 0,4 | 1,2 | 0,0 | 0,9 | 2,4 | 0,0 |
| Trimestre II | 0,8 | 1,4 | 0,5 | 0,8 | 1,9 | 0,2 | 0,7 | 1,6 | 0,3 | 2,3 | 1,2 | 2,3 | 0,2 | 1,3 | 2,9 | -0,2 | 0,4 | 0,8 | 0,0 | 0,9 | 2,7 | 0,0 | 0,7 | 1,6 | 0,2 |
| JUILLET | 0,3 | 1,0 | -0,1 | 0,1 | -0,3 | 0,3 | -0,3 | -1,3 | 0,2 | -2,5 | 2,1 | 4,0 | 0,2 | 1,3 | 2,2 | 0,5 | 1,3 | 3,0 | 0,0 | 1,8 | 3,9 | 0,6 | 0,6 | 1,2 | 0,2 |
| AOÛT | -1,0 | -2,5 | -0,1 | 0,2 | 1,7 | -0,6 | -0,1 | -0,5 | 0,2 | 3,7 | -0,1 | -0,7 | 0,5 | -0,4 | -1,1 | 0,2 | 1,7 | 3,6 | 0,3 | -0,5 | -1,6 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,1 |
| SEPTEMBRE | -0,3 | -1,4 | 0,3 | -2,7 | -6,2 | -0,9 | -0,6 | -1,8 | 0,0 | -0,7 | -0,5 | -0,8 | -0,1 | 0,1 | 0,6 | -0,4 | 0,0 | 0,3 | -0,3 | -3,0 | -8,3 | 0,1 | -0,7 | -1,6 | -0,1 |
| Trimestre III | -0,3 | -1,0 | 0,0 | -0,8 | -1,6 | -0,4 | -0,3 | -1,2 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,8 | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 0,1 | 1,0 | 2,3 | 0,0 | -0,6 | -2,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| OCTOBRE | 0,2 | 1,2 | -0,4 | 1,5 | 2,3 | 1,2 | 0,2 | -1,3 | 1,0 | 0,1 | 0,9 | 1,1 | 0,7 | -1,8 | -4,0 | 0,3 | 1,3 | 2,6 | 0,3 | -0,9 | -1,7 | -0,5 | 0,4 | 0,2 | 0,6 |
| NOVEMBRE | 0,8 | 2,1 | 0,1 | -1,3 | -2,1 | -0,9 | 0,1 | -0,3 | 0,3 | -5,5 | -0,5 | -0,4 | -0,5 | 0,2 | 0,8 | -0,4 | -1,1 | -2,7 | 0,2 | 1,0 | 1,6 | 0,7 | -0,2 | -0,6 | 0,1 |
| DECEMBRE | 1,4 | 4,2 | -0,3 | -1,9 | -5,2 | -0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | -1,8 | -0,8 | -1,4 | -0,3 | -0,1 | -0,2 | 0,0 | -0,2 | -0,7 | 0,2 | 0,9 | 2,3 | 0,2 | 0,1 | -0,1 | 0,2 |
| Trimestre IV | 0,8 | 2,5 | -0,2 | -0,6 | -1,7 | 0,0 | 0,2 | -0,5 | 0,6 | -2,4 | -0,1 | -0,2 | 0,0 | -0,6 | -1,1 | 0,0 | 0,0 | -0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,7 | 0,1 | 0,1 | -0,2 | 0,3 |
| JANVIER 2002 | -1,8 | -4,5 | -0,1 | 0,4 | 1,3 | -0,1 | 1,4 | 3,4 | 0,5 | 3,9 | -0,6 | -1,1 | 0,0 | -0,4 | -0,7 | -0,2 | -0,8 | -0,7 | -0,9 | 1,8 | 5,1 | 0,0 | 0,3 | 0,8 | 0,0 |
| FEVRIER 2002 | 0,1 | 0,4 | -0,1 | 2,4 | 4,9 | 1,1 | 0,0 | 0,7 | -0,3 | 1,4 | 0,6 | 0,9 | 0,5 | 0,5 | 0,8 | 0,3 | 0,7 | 1,3 | 0,4 | -0,8 | -2,7 | 0,3 | 0,4 | 0,8 | 0,1 |
| MARS 2002 | 0,3 | 1,9 | -0,6 | -0,1 | -0,8 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | -0,2 | 0,8 | 1,3 | 1,6 | 1,0 | 0,4 | 0,2 | 0,4 | 0,2 | 1,0 | -0,4 | 1,2 | 2,6 | 0,5 | 0,3 | 0,9 | 0,0 |
| Trimestre I | -0,5 | -0,7 | -0,3 | 0,9 | 1,8 | 0,4 | 0,5 | 1,5 | 0,0 | 2,0 | 0,5 | 0,4 | 0,5 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,0 | 0,5 | -0,3 | 0,7 | 1,7 | 0,3 | 0,3 | 0,8 | 0,0 |
| AVRIL 2002 | 1,5 | 2,6 | 0,8 | 0,7 | 0,2 | 1,0 | 0,3 | 1,5 | -0,3 | 1,8 | 0,4 | -0,1 | 0,8 | 0,6 | 0,9 | 0,3 | 0,0 | -0,3 | 0,2 | 1,9 | 4,6 | 0,4 | 0,5 | 1,1 | 0,2 |
| MAI 2002 | -0,2 | 0,5 | -0,7 | 1,7 | 3,8 | 0,6 | 0,2 | 1,2 | -0,4 | 0,9 | 0,6 | 1,1 | 0,2 | 2,0 | 3,6 | 0,5 | -0,2 | -1,1 | 0,5 | 1,4 | 3,4 | 0,3 | 0,3 | 1,0 | -0,1 |
| JUIN 2002 | 1,7 | 2,7 | 1,0 | 1,5 | 4,6 | -0,1 | 1,1 | 1,9 | 0,7 | 2,7 | 1,4 | 2,9 | 0,0 | 1,9 | 3,5 | 0,4 | -0,8 | -1,9 | 0,0 | -0,5 | -0,4 | -0,6 | 0,7 | 1,3 | 0,3 |
| Trimestre II | 1,0 | 1,9 | 0,3 | 1,3 | 2,9 | 0,5 | 0,5 | 1,6 | 0,0 | 1,8 | 0,8 | 1,3 | 0,3 | 1,5 | 2,7 | 0,4 | -0,3 | -1,1 | 0,3 | 0,9 | 2,5 | 0,0 | 0,5 | 1,2 | 0,1 |
| JUILLET 2002 | 1,9 | 4,8 | 0,0 | -0,5 | -1,5 | 0,0 | -1,1 | -2,3 | -0,4 | -3,0 | 1,9 | 3,2 | 0,5 | -0,4 | -0,7 | -0,2 | 1,0 | 2,1 | 0,2 | -1,9 | -5,0 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | -0,1 |
| AOÛT 2002 | -2,6 | -6,7 | 0,2 | 1,2 | 1,0 | 1,3 | -0,1 | -0,3 | 0,0 | 0,5 | -0,2 | -0,5 | 0,2 | -0,9 | -1,9 | 0,0 | 1,0 | 2,3 | 0,0 | -1,4 | -4,6 | 0,6 | -0,1 | -0,7 | 0,3 |
| SEPTEMBRE 2002 | -1,5 | -5,7 | 1,1 | -2,4 | -5,3 | -0,9 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | -1,4 | -2,8 | 0,0 | -1,3 | -2,7 | 0,1 | 1,0 | 2,4 | -0,1 | -1,3 | -5,1 | 0,8 | -0,3 | -1,1 | 0,1 |
| Trimestre III | -0,7 | -2,5 | 0,5 | -0,6 | -1,9 | 0,2 | -0,4 | -0,9 | -0,1 | -0,8 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | -0,9 | -1,8 | 0,0 | 1,0 | 2,3 | 0,1 | -1,5 | -4,9 | 0,4 | -0,2 | -0,6 | 0,1 |
| OCTOBRE 2002 | 0,3 | 0,9 | 0,0 | -0,4 | -1,5 | 0,1 | 0,6 | 1,0 | 0,4 | -1,5 | 1,3 | 2,6 | 0,1 | -0,3 | -1,2 | 0,5 | -1,2 | -3,1 | 0,3 | 0,5 | -0,3 | 1,0 | 0,1 | -0,3 | 0,3 |
| NOVEMBRE 2002 | 1,4 | 3,8 | -0,1 | 0,3 | 1,2 | -0,1 | 0,7 | 1,7 | 0,2 | 1,4 | -0,1 | -0,6 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,8 | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,1 | 0,5 | 1,2 | 0,2 |
| DECEMBRE 2002 | 0,3 | 0,1 | 0,5 | -0,8 | -2,6 | 0,1 | 1,1 | 2,3 | 0,4 | -1,6 | -1,3 | -2,9 | 0,3 | -1,8 | -3,8 | 0,0 | 0,1 | 0,4 | -0,1 | 0,8 | 2,7 | -0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Trimestre IV | 0,7 | 1,6 | 0,1 | -0,3 | -1,0 | 0,0 | 0,8 | 1,7 | 0,3 | -0,6 | 0,0 | -0,3 | 0,3 | -0,5 | -1,5 | 0,3 | -0,2 | -0,6 | 0,1 | 0,4 | 0,7 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,2 |
| JANVIER 2003 | -0,2 | 0,3 | -0,6 | 0,3 | -1,5 | 1,1 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | -0,4 | -2,0 | -3,5 | -0,4 | -1,0 | -1,9 | -0,1 | -0,6 | -0,9 | -0,4 | 0,1 | 2,0 | -0,9 | -0,2 | -0,5 | 0,0 |
| FEVRIER 2003 | 0,6 | -1,0 | 1,5 | 0,7 | -0,7 | 1,5 | 0,7 | 1,5 | 0,3 | 0,7 | 0,8 | 0,5 | 1,1 | 0,4 | -2,0 | 2,7 | 0,7 | 0,4 | 0,9 | 0,4 | -1,0 | 1,1 | 2,5 | 3,5 | 1,8 |
| MARS 2003 | 0,2 | -2,9 | 2,2 | -0,5 | -1,9 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | -1,0 | -0,5 | -0,8 | -0,3 | 0,0 | -3,0 | 2,7 | 0,1 | -2,2 | 1,9 | -1,0 | -4,7 | 1,1 | 2,1 | 1,7 | 2,3 |
| Trimestre I | 0,2 | -1,2 | 1,0 | 0,2 | -1,4 | 0,9 | 0,4 | 0,6 | 0,2 | -0,2 | -0,6 | -1,3 | 0,1 | -0,2 | -2,3 | 1,8 | 0,1 | -0,9 | 0,8 | -0,2 | -1,2 | 0,4 | 1,5 | 1,6 | 1,4 |
| Avril 2003 | 0,4 | 1,4 | -0,2 | 0,1 | 0,8 | -0,2 | 0,8 | 0,5 | 1,0 | 0,1 | -0,9 | -1,1 | -0,7 | -0,2 | -0,6 | 0,2 | -0,7 | -0,8 | -0,6 | 1,0 | 2,4 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 |

Source : Instituts nationaux de statistique

